POLITIQUES PUBLIQUES

Changement climatique : phénomène global, impacts locaux

PAR FLORENCE AL TALABANI, ALAIN GRANDJEAN

MIS À JOUR LE 16 FÉVRIER 2026

Le climat a -et aura de plus en plus- des impacts bien réels pour les habitants partout sur le territoire français. Si agir au niveau global est essentiel, les enjeux climatiques doivent aussi impérativement être pensés et faire l'objet d'initiatives au niveau local. En fins connaisseurs de leurs territoires, les maires sont des acteurs incontournables de l'adaptation et – faut-il le rappeler – de l'accompagnement à la transition énergétique et écologique.

Les équipes municipales occupent une place particulière face à ces enjeux : d'une part, selon une expression bien connue, les maires sont "à portée de baffe" face à des administrés mécontents. D'autre part, dans un contexte de défiance vis-à-vis des acteurs politiques, le maire reste l'élu de confiance[1] *et*

le représentant politique préféré des Français[2]. Ils sont en première ligne aussi bien pour accompagner des habitants directement impactés par des épisodes météorologiques extrêmes, que pour mener la nécessaire adaptation de leur territoire à une France qui se réchauffe.

Vous vous présentez sur une liste municipale ? Consultez notre fiche à destination des maires pour les aider à agir dans leur commune pour s'adapter et lutter contre le réchauffement climatique.

01 - Le réchauffement planétaire au niveau local

02 - Face à la crise : les maires en première ligne

2.1. Identification des risques spécifiques

2.2. Organisation d'exercices de simulation

2.3. Information de la population

03 - Adapter le territoire

04 - Accompagner la transition : un combat nécessaire à tous les niveaux

01

Le réchauffement planétaire au niveau local

"C'était des images de guerre : entre les hélicos, le bruit, les gens qui couraient partout, qui recherchaient des parents, qui venait me dire 'ma maman je sais pas où elle est'..."[3] C'est ainsi qu'Ivan Mottet, élu maire de Saint-Martin-Vésubie (06) quelques mois auparavant, décrit les jours qui ont suivi la tempête Alex qui, en octobre 2020 a

dévasté l'arrière-pays niçois..

10 morts, 8 disparus, des dizaines kilomètres de routes détruites, des centaines d'habitations et d'immeubles détruits… Dans les vallées de la Roya et de la Vésubie et, dans une moindre mesure, celle de la Tinée, le bilan de la tempête est dramatique.[4]

Les catastrophes "naturelles" de ce type sont amenées à se multiplier et à s'intensifier. Le GIEC, dans son 6e rapport d'évaluation, indique : "*À court terme, toutes les régions du monde devraient être confrontées à une augmentation des risques climatiques. […] L'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des fortes précipitations (degré de confiance élevé) accroîtra les inondations locales causées par les pluies.*"[5]

En 2016 déjà, le ministère de la transition écologique estimait que "*quatre cinquièmes des communes françaises (28 657 communes) sont concernées par au moins un aléa naturel de type climatique*"[6], soit six Français sur dix. Le climat doit donc être au premier rang des préoccupations des maires – et des citoyens qui les élisent.

02

Face à la crise : les maires en première ligne

Pour bien servir ses habitants, les maires peuvent et doivent se préparer aux aléas climatiques qui menacent leur commune :

2.1 IDENTIFICATION DES RISQUES SPÉCIFIQUES

Certaines conséquences du réchauffement climatique touchent l'ensemble du territoire français : vagues de chaleur, dérèglement des précipitations, etc. D'autres

sont propres à certaines zones. Ainsi, en 2024, l'État a classé 317 communes comme particulièrement à risque d'érosion du trait de côte[7]. Ces communes sont, en conséquence, soumises à des obligations d'adaptation.

De nombreux outils existent pour permettre aux équipes municipales de faire le diagnostic climat de leur commune. Nous le détaillons dans notre fiche à destinations des maires : Que peuvent faire les maires face au changement climatique ?

2.2 ORGANISATION D'EXERCICES DE SIMULATION

La gestion d'une catastrophe naturelle nécessite la coordination de nombreux services locaux et de l'État. La participation à des exercices de cellules de crise permet d'identifier les acteurs, les procédures et les équipements clés pour faire face à une crise.

Ainsi, c'est le jour de la tempête Alex qu'Ivan Mottet a réalisé que sa mairie n'était pas équipée de sirènes pour donner l'alarme. Depuis, la mairie est équipée de sirènes, d'un téléphone satellitaire et de lits de camp.[8]

2.3 INFORMATION DE LA POPULATION

En 2025 par exemple, la ville de Paris a organisé une campagne de sensibilisation, "Tous préparés, tous protégés", sur les risques d'inondation, pour permettre aux habitants de savoir si leur logement est en zone inondable, de mieux comprendre les conséquences d'une crue sur les réseaux (eau, électricité, métro) et de connaître sur les bons gestes à adopter.[9]

03

Adapter le territoire

En amont – ou, parfois, malheureusement après une catastrophe – les communes peuvent mener des actions pour réduire leur vulnérabilité au changement climatique. Végétalisation, renaturation, aménagement des cours, gestion du ruissellement des eaux de pluies, prévention des incendies, rénovation des bâtiments à la charge de la commune… Les chantiers d'adaptation peuvent prendre des formes – et des ampleurs – très variées, et doivent être pensés et menés avec les habitants.

Le village de Quiberville-sur-mer (541 habitants) en Normandie fournit un bon exemple. Face aux inondations et submersions marines de plus en plus fréquentes, son maire Jean-François Bloc a compris qu'il ne servait à rien de lutter à coups de digue et de reconstruction de route. Un ambitieux projet d'adaptation pour recréer l'estuaire et renaturer la zone qui a vu le jour.[10]

Moins spectaculaire mais tout aussi essentiel dans une France qui se réchauffe, la Ville de Lille a entrepris de végétaliser et de "désimperméabiliser" les cours d'école.[11]

04

Accompagner la transition : un combat nécessaire à tous les niveaux

Si l'adaptation au changement climatique correspond à un besoin immédiatement sensible des populations, les communes sont en première ligne aussi pour la

réduction des émissions de gaz à effet de serre. La communication sur les risques climatiques et la nécessaire adaptation est un levier pour agir et mobiliser les citoyens sur les actions d'atténuation, qui se font au niveau local : transports en commun et mobilités douces, sobriété et rénovation des bâtiments, alimentation bio et locale dans les cantines, accompagnement des acteurs économiques…

De nombreuses initiatives existent déjà en France et peuvent servir d'inspiration. C'est le cas du village d'Ungersheim, 2440 habitants, dans le Haut-Rhin[12] : dès les années 2000, la ville s'est lancée dans une politique d'autonomie énergétique et alimentaire : panneaux solaires, sobriété, cantine bio, accompagnement des agriculteurs à la conversion au maraîchage bio…

Citons aussi l'exemple de Mouans-Sartoux dans les Alpes-Maritimes. Cette ville de 10 000 habitants a développé une approche globale : énergie solaire et sobriété, logement, transports, alimentation, gestion des déchets… "*On a fait une étude d'impact*, explique Gilles Pérole, adjoint au maire. *Et Mouans-Sartoux émet 43 fois moins de* CO_2 *que la moyenne nationale, rien qu'avec la politique d'alimentation durable.*"[13]

Merci de nous avoir lus jusqu'au bout !
Si vous appréviez le contenu de The Other Economy, inscrivez-vous à notre newsletter.

Vos données ne seront jamais ni données, ni prêtées, ni vendues à des tiers.

S'INSCRIRE À LA NEWSLETTER

1. D'après une enquête du CEVIPOF pour l'Association des maires de France (AMF), pour 69% des Français, le maire est l'élu qui inspire le plus confiance. Voir Municipales : le maire reste l'élu qui inspire le plus de confiance, pour sept Français sur dix, *France Bleu* (02/07/2025).
2. D'après le baromètre Odoxa réalisé avec Mascaret pour Public Sénat, 60% des Français ont une "bonne" ou une "très bonne" opinion de leur maire. Voir Municipales 2026 : le maire est de loin l'élu préféré des Français, révèle un sondage, *Public Sénat* (20/07/2025).
3. Interview d'Ivan Mottet à *Nice Matin* pour le podcast Alex, de la journaliste Sophie Donsey : Ma plus grande joie, c'est de voir mes administrés vivants » – Ivan Mottet, maire de Saint-Martin Vésubie (02/10/2021).
4. Mission flash sur le bilan des mesures de reconstruction et de réaménagement des vallées de la Roya, de la Tinée et de la Vésubie après la tempête Alex, de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée Nationale, 2023.
5. Résumé pour les décideurs du Rapport Changement Climatique 2023, 6e rapport d'évaluation du GIEC.
6. Sans compter les vagues de chaleur. Risques climatiques : six Français sur dix sont d'ores et déjà concernés, Essentiel DataLab du Commissariat général au développement durable, janvier 2020.
7. Décret n° 2024-531 du 10 juin 2024 modifiant le décret n° 2022-750 du 29 avril 2022 établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral.

8 Interview d'Ivan Mottet à *Nice Matin* pour le podcast Alex, de la journaliste Sophie Donsey : Ma plus grande joie, c'est de voir mes administrés vivants » – Ivan Mottet, maire de Saint-Martin Vésubie (02/10/2021).

9 Voir la page Ce qu'il faut faire en cas de crue de la Seine sur le site de la Ville de Paris.

10 Voir « Je n'en dormais plus » : face à la montée des eaux, le chantier fou de cette petite commune normande, *Ouest France* (19/12/2025) et Montée des eaux et inondations, le choix osé de la Saâne : reconnecter le fleuve à la mer, sur le site du Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique (13/01/2025).

11 Voir « Avant, c'était un four » : les cours d'école suppriment le bitume pour encaisser les canicules, *Ouest France* (27/09/2022).

12 Voir Cantine bio, autonomie énergétique et havre de biodiversité : Ungersheim, petite ville écolo modèle, *La Relève et la Peste* (22/10/2024).

13 Alpes-Maritimes : Pourquoi Mouans-Sartoux est l'exemple à suivre en matière de territoire durable ?, *20 Minutes* (09/11/2022).